

SNESUP-FSU SNASUB-FSU CGT

Déclaration

Les deux régions Picardie et Champagne-Ardenne sont des régions fragiles économiquement et doivent faire face au défi de l'accès à l'université et de la réussite des étudiants de milieux souvent modestes. Le souhait des deux universités de coopérer et de mettre en synergie leurs connaissances a été concrétisé par le principe d'un PRES de **coopération** qui avait donné lieu à des avis favorables des deux CA, déclenchant ainsi un processus de rapprochement malgré l'éloignement géographique.

Toutefois, dans son rapport annuel de 2011, la Cour des comptes souligne au sujet des PRES « un manque de constance dans l'accompagnement, un trop grand écart avec les organismes de recherche et également une trop grande dispersion des structures de regroupements ». Elle reproche également « des résultats décevants en matière de formation comme de recherche » alors que « les PRES engendrent une augmentation des dépenses publiques ».

Il est donc légitime que le projet des statuts de PRES UFECAP avec l'URCA de Reims suscite de nombreuses inquiétudes dans notre communauté universitaire, renforcées par l'absence de toute concertation au sein de l'UPJV entre le vote de principe de constitution d'un PRES par le CA du 9 Décembre 2009 et l'inscription à l'ordre du jour du CA du 12 Décembre 2011 du vote des statuts.

A l'UPJV, depuis le 15 Novembre, des voix de plus en plus nombreuses (CTP, CS, Conseils de gestion, Syndicats) s'élèvent contre la création d'un troisième établissement dont la vocation implicite est de fusionner les deux universités fondatrices.

Parmi ces inquiétudes figurent entre autres :

- Le choix du statut juridique de **Établissement Public de Coopération Scientifique** (EPCS) retenu dans le projet du PRES UFECAP, alors que d'autres formes juridiques comme le **Groupe d'Intérêt Public** (GIP) ou encore la **Fondation de Coopération Scientifique** (FCS) pourraient s'avérer dans un premier temps plus souples et moins risquées pour l'avenir de l'UPJV.
- Un projet de statut pour lequel le flou sémantique de certains articles renvoie à un futur règlement intérieur dont la teneur est inconnue à ce jour.
- Une composition de CA absolument inacceptable : seulement 8 élus sur 48 (6 représentants des personnels et 2 étudiants), les 40 autres étant pour l'essentiel soit désignés par les deux Présidents, soit des représentants du patronat et des chambres de commerce.
- Un CA ou les représentants des entreprises et des chambres de commerce sont si nombreux qu'il ne financera plus prioritairement que les formations et les thématiques de recherche pour lesquelles les retombées seront immédiatement exploitables par le patronat local, au détriment des formations et recherches de type SHS. A moyen terme, le PRES ne sera-t-il pas contraint par ses statuts et dans une logique de « bonne gouvernance » de privilégier ce qui l'intéresse (laboratoires les mieux cotés, étudiants en Doctorat) pour laisser le reste à l'UPJV et l'URCA qui, en conséquence, deviendront à brève échéance des collèges universitaires ne délivrant plus que des licences ?

- Une mutualisation qui, couplée à des objectifs de réduction des dépenses, risque de s'accompagner, sur chaque site des membres fondateurs, de la perte de plusieurs formations à faibles effectifs, ou d'engendrer des regroupements sur tel ou tel site au mépris des usagers et des personnels (Étudiants, BIATOSS, EC). Ceci va inéluctablement entraîner une dégradation des conditions de travail des personnels qui devront soit déménager, soit se déplacer d'un site à l'autre.
La mutualisation des laboratoires, dans un projet qui apparaît pour beaucoup comme un PRES de **fusion** dans la continuité de la LRU, renforce ces inquiétudes, d'autant plus que le corollaire de cette mutualisation sera l'externalisation des tâches des BIATOSS. En effet, un CA dont la constitution est celle prévue par le projet de statuts ne manquera pas de faire des économies budgétaires en ce sens.
Enfin, le projet de statuts prévoit une mutualisation de plusieurs services administratifs et techniques (communication, informatique, orientation/insertion, valorisation de la recherche).
- Des dispositions financières dont les premières annoncent entre autres « les contributions de toutes natures » (implicitement financières) et « les droits de scolarité ». Sachant que les étudiants en Master et Doctorat représentent une proportion non négligeable de nos inscrits, il apparaît déjà qu'au plan financier, il y a un risque important que le PRES prélève des financements sur les deux établissements pour exister. Par ailleurs, l'aide de l'État pour accompagner le démarrage du PRES UFECAP, prévue dans une fourchette de 0.4 à 1 million d'Euros, est bien minime en regard du budget de notre établissement (environ 174 millions d'euros) et ne sera assurée que pour 2 ans seulement. D'où viendront les fonds passé ce délai ?

Face à ces inquiétudes et incertitudes, la demande tardive, à des personnels non informés, de simples amendements individuels par mail n'est pas à la hauteur des enjeux et ne peut en aucun cas se substituer à une large concertation-débat au sein de l'UPJV et de l'URCA.

Les organisations syndicales FSU (SNASUB et SNESUP), CGT, très inquiètes pour l'avenir de l'UPJV, demandent au Président de surseoir à toute décision sur le PRES avant les élections des conseils centraux prévues pour Mars/Avril 2012. Cela permettra une large consultation et concertation des deux communautés universitaires et une réflexion sur les statuts d'un PRES se limitant à une coopération entre les deux établissements.

C'est pourquoi, au lieu d'une validation à marche forcée qui représenterait un véritable déni de démocratie, nous demandons que soit retiré de l'ordre du jour du CA du 12 Décembre 2011 le point concernant les projets de statuts du PRES UFECAP.

Si le Président maintient l'ordre du jour initial, nous demandons aux élu(e)s du CA de refuser de voter tout amendement et au final de voter contre ce projet de statuts.

Fait à Amiens le 09/12/11

L'Intersyndicale de l'UPJV

SNASUB- FSU SNESUP-FSU CGT